
Le Vox Populi

10 janvier 2024

30e Forum étudiant

1re édition

DISCOURS DU PREMIER MINISTRE

« La gestion des Premières Nations »

Elizabeth De Michele - Journaliste

À l'occasion du discours d'ouverture de la première séance de l'Assemblée nationale, le premier ministre, Jacob Parisée, a mentionné que son parti, le Front écologique du Québec, voulait s'intéresser à la « gestion des Premières Nations ». Ses propos ont provoqué une grande réaction chez de nombreux députés. Le chef de la deuxième opposition, Louis Godin, a d'ailleurs dénoncé les propos « complètement inacceptable[s] » du premier ministre. Les chefs du Front conservateur du Québec et du Parti libéral progressiste du Québec ont tous les deux fortement réagi en lien avec l'utilisation du mot « gestion », car celui-ci insinue que les peuples autochtones sont sous le contrôle du gouvernement.

Le chef de l'opposition officielle, M. Akram Tahar

Chaouch, mentionne que le FCQ ne supporte aucunement la culture paternaliste que le gouvernement avait auparavant adoptée avec les peuples autochtones et qu'il ne veut en aucun cas discriminer ces peuples. Cependant, M. Tahar Chaouch croit fortement qu'il était seulement question ici d'une faute à l'écrit de la part de M. Parisée, qui a utilisé le mot « gestion », et qu'à moins d'indications contraires, aucune rancune ne sera entretenue. Le Front conservateur du Québec nous rappelle qu'il souhaite uniquement la collaboration avec les Premières Nations et un Québec uni.

Le PLPQ mentionne que l'inclusion et le respect sont des valeurs fondamentales pour leur parti. M. Godin

ressent de grandes préoccupations et craint que M. Parisée ne tente réellement d'instaurer ces valeurs paternalistes. Il nous mentionne que les idées colonialistes n'ont plus leur place dans la société d'aujourd'hui, que « ça serait inacceptable ». En effet, M. Godin nous explique que le mot « gestion » peut laisser entendre une supériorité du gouvernement face aux peuples autochtones et que cela peut être perçu comme une insulte aux communautés. Le PLPQ souhaite uniquement un partenariat avec les peuples autochtones et une inclusion de tous. Cependant, le PLPQ croit lui aussi en la possibilité d'une honnête erreur de la part du premier ministre.

Lors de la conférence de presse à la suite du discours

du premier ministre, celui-ci nous indique qu'il ne se rappelait pas avoir utilisé les termes « gestion des Premières Nations », pourtant évoqués. Toutefois, il admet que si ces termes ont été utilisés, ils ne reflètent pas sa pensée. Le premier ministre ainsi que la ministre des relations avec les Premières Nations et avec les Inuits n'ont pas accepté d'entrevues à ce sujet, mais un communiqué rectifiant les propos nous a

été envoyé. Celui-ci explique que les termes « la gestion des Premières Nations » devraient plutôt être remplacés par « la gestion des affaires avec les Premières Nations ». On nous rappelle aussi que le gouvernement tente tout de même de travailler en collaboration avec les peuples autochtones, entre autres sur la reconnaissance de leurs terres ancestrales et sur le sujet de l'accès aux différents services sociaux.

M. Parisée, lors de la conférence de presse, a aussi mentionné qu'il y a une grande différence entre la gestion des populations autochtones et la gestion des enjeux des populations et que c'était plutôt à cela qu'il faisait allusion lors de son discours.

POINTS DE PRESSE

Trois discours d'ouverture qui donnent le ton

Alice Tremblay - Journaliste



C'est le 9 janvier 2024 que la trentième (30e) édition du Forum étudiant a débuté à l'Assemblée nationale et sera animé par les idées de trois groupes politiques qui semblent féroce-ment opposés. Les idéologies différentes du Front

écologique du Québec (FEQ), du Front conservateur du Québec (FCQ) et du Parti libéral progressiste du Québec (PLPQ) sont diverses et tranchées. Le FEQ, à la tête d'un gouvernement majoritaire, a comme objectif premier de

promouvoir l'écologie comme le nom du parti l'indique. Le FCQ, qui occupe la place de l'opposition officielle a pour objectif principal de défendre les idées fondamentales du conservatisme et aussi mettre de l'avant les régions,

les libertés individuelles et les industries privées. Le PLPQ qui représente la deuxième opposition, reprend les termes qui sont chers au libéralisme économique. En effet, le chef du parti dit prioriser les dossiers liés aux finances publiques et aux investissements.

Le FEQ qui prétend être le premier gouvernement écologique élu au pouvoir est en fait le troisième, puisque lors des éditions du Forum de 2009 et 2015, un parti écologiste avait été élu comme gouvernement majoritaire. Le premier ministre de ce parti, Jacob Parisée, qui est un homme sérieux et éloquent, a commis cette fâcheuse erreur dans son discours d'ouverture. De même, dans son discours d'ouverture, le premier ministre a mentionné que son parti veut remédier à la crise du logement vécu par les Québécois et Québécoises. De surcroît, sur le plan écologique, le gouvernement veut rendre le Québec plus vert. Le parti demeure aussi optimiste sur le fait que la collaboration avec les deux autres partis sera facile et cordiale puisqu'ils partagent des valeurs communes.

Le FCQ, qui possède un chef charismatique et dynamique, demande au gouvernement d'être plus modéré dans leurs investissements en ce qui concerne l'environnement. De plus, les petites et moyennes entreprises sont très importantes pour ce parti, qui veut aider à les faire fructifier. Pour continuer, les travailleurs de classe moyenne sont aussi une des priorités de ce parti. Lors de son discours, le chef du parti, Akram Tahar Chaouch, met l'accent sur la privatisation, surtout sur celle du système de santé. De plus, même si le gouvernement dit que les valeurs traditionnelles sont très importantes pour eux, l'égalité entre les citoyens et l'équité salariale entre les hommes et les femmes sont deux sujets très importants pour leur parti. On peut en conclure que l'opposition officielle semble davantage orientée vers un conservatisme économique plutôt qu'un conservatisme moral.

Le PLPQ a nommé à la tête de son parti Louis Godin, un homme plutôt réservé et posé. De plus, lors de sa première conférence de

presse, le chef du parti a mentionné que l'écologie n'était pas sa priorité et qu'il préférerait porter attention aux finances du Québec. De surcroît, le parti remplacerait les investissements en environnement par des investissements pour palier à l'inflation, pour améliorer le système de santé du Québec et pour faciliter l'accessibilité aux logements. Ensuite, il a été mentionné que c'est uniquement lorsque ces problèmes seront réglés que le parti sera prêt et en accord avec les investissements en environnement. Une chose à la fois, donc, en ce qui concerne le 2e groupe de l'opposition.

L'éco-anxiété : une priorité du gouvernement ?

Anna-Gabrielle Noel - Journaliste

L'éco-anxiété n'est qu'un des plusieurs problèmes non-abordée dans le discours d'ouverture du premier ministre. Contrairement à son discours, sur la partie de l'éducation, le Premier Ministre Parisée ne semble pas mentionner la gestion des personnes-étudiantes atteinte de troubles mentaux, entre autres, l'éco-anxiété, alors qu'il défend une idéologie écologique.

Du point de vue du psychologue Kevin Hiridjee, l'éco-anxiété est décrit par « un type d'angoisse particulier que nous ressentons devant la menace climatique ». Plusieurs personnes-étudiantes en sont atteintes, sans support des institutions d'enseignements pour gérer une telle condition.

Sur le sujet de l'éducation, le premier ministre suggère que, pour « retirer les barrières qui gardent les étudiants de pousser pour une éducation supérieure », il souhaite geler les frais de scolarité, sans plus. Mais est-ce suffisant? Est-ce vraiment

ce que les institutions et les personnes étudiantes ont besoins? Est-ce que le gel des frais de scolarité serait une aide suffisante pour les étudiants? La question se pose.

Le gel des frais de scolarité peut amener des conséquences pour les étudiants et les écoles d'éducation supérieures en général. Bien que cela améliore l'accessibilité aux études, elle peut entraîner la baisse de qualité des services fournis à la communauté, les services d'aide psychosociales, les centres d'aide, et autres.

Dans le discours du Premier Ministre, il mentionne offrir des bourses dans certains secteurs pour « alléger le fardeau financier des étudiants ». Les bourses de la fondation Force Avenir ont environ 7,5 millions de dollars en investissements gouvernementaux et en bourses pour « promouvoir l'engagement étudiant », réinvestis dans les différents étudiants et étudiantes qui

forgeront le Québec de demain. Créer plus de programmes de bourse est un positif, cependant, est-ce nécessaire quand il y a autant de services qui présentent des lacunes financières importantes?

On peut aussi remarquer dans le discours du Premier Ministre un manque de mention pour le système de santé et des service sociaux spécifique à l'éco-anxiété. Un manque de plan d'action sur l'éco-anxiété peut entraîner un cynisme de la population, et un désintérêt total pour l'environnement, ce qui nuirait aux plans du gouvernement sur le long-terme.

L'éco-anxiété est une réalité des Québécois, et le gouvernement doit se pencher sur cette problématique. Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas consulter les organisations étudiantes et les institutions d'enseignement avant de proposer un gel des frais de scolarité?

LA CHEF DE PUPITRE S'Y MOUILLE...

Le gaspillage alimentaire : angle mort du réchauffement climatique

Jade Diwan - Chef de pupitre



Pommes de terre laissées dans un champ après la récolte des agriculteurs.

L'année 2023, marquée par un cortège de désastres climatiques inédits, a récemment été nommée l'année la plus chaude de l'histoire par l'observatoire européen Copernicus. Certains aspects de la vie quotidienne des Québécois ont contribué à ce changement.

L'un d'entre eux est le gaspillage alimentaire, qui est annuellement la source de 3,6 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES) émis au Québec. Effectivement, en se dégradant, les aliments non consommés libèrent de grandes quantités de méthane, un GES qui retient 70 fois plus de chaleur dans

l'atmosphère que le CO₂.

Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire et, par extension, contre la crise climatique, de nombreuses initiatives ont été lancées à l'échelle locale. La plus populaire d'entre elles est le glanage.

Le glanage, en somme, consiste en la récupération de ce qui reste dans les champs une fois que la récolte principale a été faite par le producteur. Sont ainsi généralement récoltés des fruits et des légumes n'ayant pas été cueillis parce qu'ils sont trop petits, déformés, légèrement endommagés ou trop mûrs pour être commercialisés, bien qu'ils

soient parfaitement comestibles.

Comment fonctionnent ces initiatives? C'est simple. Les organismes concernés font appel à des bénévoles qui glanent les champs et redistribuent ces aliments impropres à la vente à des banques alimentaires. En 2020, c'est plus de 7000 kg de fruits et de légumes qui ont ainsi été récoltés!

Dans des initiatives du genre, tous les acteurs qui y participent en ressortent gagnants. Les bénévoles obtiennent des aliments frais, les propriétaires de champs réduisent leur impact environnemental et les banques alimentaires

élargissent leur offre de produits frais et sains. Il en reste que ces initiatives écologistes sont extrêmement difficiles à mettre en place.

Afin d'en apprendre plus sur les défis que le glanage pose, le Vox Populi a discuté avec un organisateur de ce genre d'initiatives, qui a préféré rester anonyme. Ce dernier nous a expliqué avoir eu des difficultés d'organisation au niveau de la logistique, du financement et de la main d'œuvre.

D'un point de vue logistique, les difficultés résident dans le transport de la nourriture

et des bénévoles. Effectivement, plus l'ampleur de l'initiative augmente et plus il faut de ressources, autant humaines que matérielles, pour mener à terme le glanage désiré. Ainsi, à plus grande échelle, la logistique ponctuelle précédemment employée devient difficile à appliquer. Comment organiser alors la liaison entre les champs, les banques alimentaires et les organismes à but non-lucratif (OBNL)?

D'un point de vue financier, notre source nous a expliqué la difficulté derrière la recherche de financement pour les activités de son

organisme. Les subventions gouvernementales et les dons de la population ne suffisent pas à combler les besoins de l'organisme en matière de transport.

Cependant, ce qui limite le plus l'activité des organisations de glanage, c'est le manque de bénévoles. Effectivement, la nourriture abandonnée ne peut pas être réutilisée s'il n'y a personne pour la récupérer. C'est, selon notre source, le « réel problème du gaspillage alimentaire »; il n'y a pas assez d'engouement dans la population, ce qui limite les actions écologiques que peuvent poser tout OBNL.

CULTURE QUÉBÉCOISE

Mais où est passée la culture, M. le Premier Ministre?

Hugo Hébert - Chroniqueur

Ce mardi 9 janvier marquait le début de la 30e législature du Forum Étudiant, ainsi j'ai pu assister au discours d'ouverture du premier ministre M. Jacob Parisée. Quelle fut ma surprise qu'après seulement quinze minutes, le discours du Premier Ministre prit fin sans aucune mention de la culture dans le plan d'action

de son gouvernement.

La culture est selon plusieurs un pilier de la société québécoise. Depuis la fondation par Champlain en 1608, les Canadiens-Français et Québécois n'ont cessé de défendre cette histoire forte, glorieuse mais également douloureuse qui leur est propre.

De ce fait, il me semble illogique pour un gouvernement de ne pas aborder cette question fondamentale dans leur ligne directrice. Pour m'aider à démêler la confusion que je ressentais, j'ai questionné plusieurs membres de la chambre d'assemblée.

Un oubli?

Du côté du gouvernement, la confusion me semble être malheureusement encore présente. Lors de la première conférence de presse du premier ministre, je lui ai demandé pourquoi la culture n'avait pas été mentionnée dans son discours. Il m'a répondu qu'il y avait une ministre dédiée à cette question et qu'il est difficile de parler de tout dans un discours de 15 minutes.

J'ai ensuite pu passer quelques minutes en entrevue avec la ministre de la Culture Madame Laurence Banville. J'ai d'abord demandé à Madame Banville si elle considérait qu'elle jouait un rôle important dans le gouvernement. Elle m'a rapidement répondu oui en disant que le gouvernement avait des projets, des idées et d'autres nuages pour contribuer à conserver notre culture.

Néanmoins, il me semble aberrant que la ministre de la culture n'ait pas d'exemples précis et que le premier ministre ait tout de même passé quinze minutes à parler d'exemple « d'investissements »

sans jamais parler de la culture québécoise. C'est à se demander si le FEQ à plus à cœur de citer du Harmonium que la vie d'une culture qui s'est forgée à travers des centaines pour mener à notre magnifique société québécoise. L'écologie est une valeur importante de la culture québécoise, ainsi si le premier ministre souhaite valoriser l'écologie, il doit se rappeler de valoriser la culture par le fait même.

Pour conserver il ne faut pas changer

J'ai également passé en entrevue M. Brassard, député de l'opposition officielle. Pour ce représentant du Front Conservateur du Québec, la culture devrait être un élément central d'une politique gouvernementale. Je partage également son opinion, la culture québécoise nous démarque à l'international par sa richesse et ne pas la valoriser du tout reviendrait à du gâchis.

Contrairement au FEQ, M. Brassard a tout de même été en mesure de me partager des idées claires de projets

permettant d'encourager la culture. Par exemple, en faire la promotion dès l'enfance avec des programmes de promotion du patrimoine. Un propos très intéressant qui est ressorti de cette entrevue est que selon M. Brassard : « Moi personnellement, je ressentirais de la honte que mon parti ne parle pas de culture en tant que député.

Je peux comprendre ceux et celles qui sont en accord avec M. Brassard dans la mesure où un gouvernement québécois qui ne parle pas de culture, c'est un gouvernement qui ne respecte pas son histoire et ne développe sa culture.

Enfin un projet

Du côté, du deuxième parti d'opposition, le parti Libéral Progressiste, j'ai pu m'entretenir avec le chef adjoint M. Maxime Basque. Lors de cette rencontre, je lui ai demandé la position du parti sur le sujet et la réponse fut claire : « un gouvernement qui ne parle pas de culture c'est choquant. »

En effet, la culture semble être un point central

de la nation québécoise pour la deuxième opposition. À tel point qu'ils m'ont donné en exclusivité deux idées de projet pour promouvoir la culture. Le premier serait d'encourager les petites communautés à utiliser les réseaux sociaux pour montrer leur quotidien, leur mode de vie et par le fait même leur culture et folklore. Le deuxième serait d'organiser des activités communautaires avec des OBNL visant à promouvoir la culture. Je suis obligé de dire que ces projets peu

coûteux sont un pas en avant en contrepartie des investissements sans fin dont rêve le gouvernement.

Bon matin, c'est le moment de se réveiller!

En tant que chroniqueur, c'est à ma grande surprise également que je sors de cette première journée de Forum avec des idées concrètes des deux oppositions mais une langue de bois bien taillée de la part du gouvernement. Pour un gouvernement qui se veut écologique et visé

vers l'avenir, il semble oublier facilement les racines de l'idéologie écologique québécoise. J'espère que le Premier Ministre saura écouter les groupes d'opposition afin de promouvoir la culture québécoise par un autre moyen qu'une citation de quelques mots dans un texte de quinze minutes. Le Québec a une culture profondément chargée d'histoire et de littérature mais si nous-mêmes, on ne s'en rappelle pas, comment voulez-vous que les autres nations l'acceptent?

PERSONNALITÉS IMPORTANTES

Portrait des chefs

Loan Huard - Journaliste

Pour cette 30ème édition du Forum étudiant, c'est **Samuel Boutin**, 19 ans, natif de Sherbrooke, qui **préside** cette semaine de débat à l'Assemblée Nationale. À l'âge de 13 ans, Samuel se passionne très vite pour la politique. Soutenu par sa famille dans ses différents projets, c'est grâce à son grand-père, ancien maire de Beauceville, qu'il observe pour la première fois le monde de la politique. Néanmoins, c'est à travers la figure de son ancien

directeur d'école au secondaire et élu à Beauceville que lui vient cette passion pour l'intérêt citoyen.

Samuel étudie actuellement en deuxième année en sciences humaines au Cégep de Garneau et souhaite poursuivre ses études à l'université en science politique. Il voit ici l'opportunité de se rapprocher de son envie de faire de l'enseignement

collégial en politique.



Photo de Samuel Boutin, président.

Pour sa deuxième participation au Forum étudiant, l'actuel président s'implique énormément et prend son rôle très à coeur. Durant cette semaine, il essaiera de respecter au maximum son rôle de neutralité en laissant de côté ses engagements dans ses propos, car cela représente pour lui l'essence même de son élection.

« C'est une immense fierté de siéger au salon bleu »

Le président est très enthousiaste de l'implication des jeunes en politique. Ces dernières années, il s'est vu attristé de la baisse de participation de la nouvelle génération lors des élections : « Quand on voit l'implication forte des jeunes au Forum, on voit qu'ils croient en notre démocratie. Ils se réunissent pour débattre sur des projets de lois qui leur tiennent à coeur et qui vont avoir une incidence directe sur l'avenir des travaux des vrais parlementaires à Québec ».

Pour cette semaine de débats, Samuel souhaite garder un aspect transpartisan, malgré la

présence de trois idéologies fortes à l'Assemblée nationale. « Je pense qu'il ne faut pas perdre de vue que nous travaillons tous ensemble pour l'avenir d'un Québec meilleur ».

Cette année, le poste de **Premier ministre** est occupé par **Jacob Parisée**. Né à Chicoutimi, Jacob s'est très vite découvert extraverti. Il a toujours eu l'envie de participer aux débats sociaux: « C'est quelque chose que j'ai toujours eu en moi et que j'aime exploiter. » Président de l'Association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de Chicoutimi (AGEECC), Jacob a donné de sa voix en novembre 2023 à la marche étudiante pour les rémunération des stages.

Du secondaire au collégial, Jacob s'investi à 200% dans ses projets. Venant de sport étude, c'est une personne active, débordante d'énergie, motivée et motivante.

Le poste de Premier ministre est donc pour lui l'opportunité d'exprimer son leadership en incarnant les valeurs de son parti. Jacob se sent rassembleur et désire rallier les troupes. Il

souhaite également du changement pour cette 30ème édition du Forum étudiant qu'il est fier de vivre tout au long de cette semaine.



Photo de Jacob Parisée, PM.

« Le Forum sera une semaine durant laquelle on va se parler ». Parisée veut s'assurer que les débats se feront dans le respect et dans la bonne humeur. « On veut la même chose, le bien-être des Québécoises et des Québécois ».

Akram Tahar Chaouch est le **chef du Front conservateur du Québec** (FCQ). Il étudie actuellement en Science, Lettres et Art au Cégep André-Grasset. Animé par la science et la politique, Akram a naturellement été attiré par le Forum étudiant. Il aime débattre et, selon lui,

les différences d'opinions permettent de s'enrichir et de développer ses connaissances.

D'origine algérienne, il arrive au Québec très jeune avec ses parents et son frère. Il apprend notamment le français à travers différentes lectures.



Photo d'Akram Tahar Chaouch, chef de l'opposition.

Akram est une personne active qui pratique le ski et la natation. Il s'implique énormément dans la justice sociale, qui est un domaine qui lui tient particulièrement à coeur. Il préside le club Justice Sociale de son école. Il se décrit comme étant curieux, gentil, mais surtout ambitieux, c'est pourquoi il a décidé de se présenter comme chef de parti pour cette édition. Pour le Forum, Akram souhaite qu'il y ait des débats constructifs qui

se déroulent dans le respect et l'écoute. L'objectif est de traiter de sujets d'actualité qui touchent la société québécoise.

Pour finir, le **chef du Parti libéral progressiste du Québec** (PLPQ) du Forum étudiant 2024 se nomme **Louis Godin**. Né à Bromont, Louis étudie en Sciences naturelles à Granby et est en quête d'apprentissage. Pour lui, sa participation au Forum est l'opportunité de connaître davantage ses limites, mais également de perfectionner ses connaissances en politique.

« Comme tout le monde, je suis venu ici pour apprendre et pour vivre la joute politique de manière immersive ».

Grand sportif, Louis a pratiqué de multiples sports comme le hockey, le volleyball, le soccer ou encore le kick boxing. De ces multiples activités, il s'est forgé un esprit compétitif aguerri qu'il juge important en politique. C'est son côté collaboratif qui l'a également poussé à se présenter comme chef de parti : « J'aime travailler en équipe et mettre en avant



Photo de Louis Godin, chef de la deuxième opposition.

les personnes avec lesquelles je travaille ».

Son intérêt pour la politique lui vient de son grand-père qui était impliqué pour le Parti québécois lors de ses débuts. Passionné d'histoire, Louis se met à la rédaction d'un essai sur l'indépendance du Québec et c'est malgré lui que son travail voyagea. Lors d'une rencontre avec des amis de son grand-père, certains membres de l'exécutif présents l'ont encensé pour son essai et lui ont proposé le poste de Conseiller jeunesse pour le Parti québécois.

Le chef de la deuxième opposition souligne que les étudiants sont là pour être sérieux, mais qu'ils ne doivent pas oublier de s'amuser.

La Table et le trône : des rôles sous-estimés

Jeanne Ducas - Journaliste



La présidence et les officiers de la table sont essentiels au bon fonctionnement des travaux parlementaires. Pourtant, leur rôle est méconnu du grand public. Le Vox Populi s'est entretenu avec eux dans le but démystifier leurs fonctions, tant celles exercées à la salle de l'Assemblée nationale qu'en séance de travail.

À la salle des drapeaux, la présidence et les officiers de la table rassemblent les différentes affaires à traiter dans un ordre cohérent. Les whips déposent d'abord les déclarations des députés de leur parti à la présidence. Celle-ci établit ensuite, en séance de travail, l'ordre dans lequel les députés prendront la parole. Cet agenda, appelé Dossier de la séance (DDLs), est élaboré

conjointement par le président, ses adjoints et les officiers de la table. Dans celui-ci, l'ordre des rubriques est prédéterminé d'après le Règlement de l'Assemblée nationale. Par exemple, chaque séance débute nécessairement par les déclarations des députés.

Présidence

M. Samuel Boutin, président du Forum étudiant, compare sa fonction à celle de « colonne vertébrale » du salon Bleu. Son rôle consiste à s'assurer de la bonne tenue des affaires parlementaires et à faciliter les débats en chambre. Il est notamment responsable de l'ordre et de la discipline. Le président veille au respect du règlement du Forum étudiant en ramenant à

l'ordre tout député qui commet un manquement. Il guide aussi le débat en octroyant les droits de parole dans l'ordre établi par le DDLs.

Interrogé sur la hiérarchie entre membres de la présidence, M. Boutin affirme qu'il a une « belle collaboration » avec ses adjoints. Il soutient qu'à l'Assemblée, ses collègues le remplaceront sur les « points mineurs » tandis qu'il s'occupera des « points majeurs ».

À l'Assemblée nationale, le président joue un rôle diplomatique. Il représente l'Assemblée nationale à l'étranger en maintenant les liens avec les autres parlements. Au Forum étudiant, forcément, ce rôle

ne s'applique pas, puisque nos déplacements se limitent à transiter de l'hôtel Delta au Parlement.

Vice-président et vice-présidente

Les vice-présidente et vice-président, Mme Sophia Maydar et M. Félix Mraz, affirment avoir les mêmes fonctions que le président en Chambre. Ils le remplacent à sa demande, échangeant alors de place avec lui. Que ce soit le président ou ses adjoints, la personne assise sur le trône occupe le poste de président et se doit d'être appelée « Monsieur le président » ou « Madame la présidente » par les députés.

M. Mraz soutient toutefois qu'au Forum étudiant, le président dirige toujours l'ouverture et la fermeture de la séance, mais délègue parfois les affaires de moindre importance à ses adjoints.

Secrétaire générale

La secrétaire générale, Mme Cassiopée Boivin, était la responsable de l'assermentation des députés qui se tenait aujourd'hui.

Elle œuvre quotidiennement à la table des greffiers lors des séances parlementaires. En Chambre, elle est responsable de démarrer et d'arrêter le chronomètre pour minuter les allocutions des députés. La secrétaire générale conseille également la présidence au sujet du règlement et avertit le président en cas de manquement qu'il n'aurait pas remarqué. Mme Boivin confie d'ailleurs que l'étude des règles du Forum étudiant occupe une grande importance dans leur formation.

Sergent d'armes et secrétaire général adjoint

Les postes de sergent d'armes et de secrétaire général adjoint sont occupés par deux personnes distinctes à l'Assemblée nationale. Au Forum étudiant, cependant, ces deux rôles sont endossés par une seule et même personne, M. Joan José Martinez-Mendoza. Le sergent d'armes occupe un rôle davantage symbolique. C'est à lui d'apporter la masse, un bâton orné représentant le pouvoir et la

couronne britannique. M. Martinez-Mendoza affirme qu'il s'agit d'un symbole important pour comprendre notre système politique, témoignant aussi de notre histoire. Il revêt cependant son rôle de secrétaire général adjoint sitôt la masse déposée sur les coussins de la table des greffiers. « C'est beaucoup de paperasse », affirme M. Martinez-Mendoza à propos de ce second rôle. Il exerce les mêmes fonctions que la secrétaire générale et participe également à la rédaction du DDLS.

Cette année, la présidence et les officiers de table ont le privilège d'être encadrés par M. Jean Karam, l'un des fondateurs du Forum étudiant, dont l'engagement exceptionnel est souligné annuellement par la remise d'un prix portant son nom à un accompagnateur s'étant particulièrement illustré. M. Karam est soutenu dans son rôle d'encadrement par des légistes de l'Assemblée nationale, qui accompagnent eux aussi les étudiants.

Diversité et inclusion: Choix honnête ou stratégie politique?

Jémima Mahälya Pierre-Louis - Chroniqueuse

Le gouvernement et les groupes d'opposition affirment tous deux que la diversité et l'inclusion sont des valeurs importantes pour eux. Toutefois est-ce que ces valeurs se reflètent bien dans leurs choix? Dans le cadre de ce Forum, sur les 131 participants, 71 sont des femmes et 60 sont des hommes.

Au sein du Conseil des ministres, 15 personnes sont des femmes et 11 personnes sont des hommes. En revanche, bien qu'il y ait une parité, on peut remarquer que les hommes occupent les postes dans les ministères les plus importants : ministre de la Justice, ministre de la Santé, le vice-premier ministre, ministre de l'Emploi, etc. À l'opposé, le groupe d'opposition ne

suit pas la même tendance que le gouvernement. Il y a 13 participants hommes contre 17 participantes femmes. De plus, plusieurs femmes occupent des postes significatifs tels que le whip en cheffe et le leader parlementaire adjointe. La députée Boudreau estime que « les choix pour ces postes sont par les compétences et non par le sexe ». La deuxième opposition est quant à elle composée de 9 hommes et 9 femmes. Effectivement, comparativement aux autres, elle représente bien l'équité, puisque les femmes autant que les hommes ont été investis de tâches politiques similaires. Ce paradoxe entre l'importance minime des postes occupés par les femmes et le nombre

élevé de femmes au sein de ce gouvernement renforce la sensation que le gouvernement parle de diversité et d'inclusion pour faire le plein des votes et faire bonne figure.

En ce qui concerne la présidence de l'assemblée, une source proche de la présidence m'a témoigné de son inconfort par rapport au processus de vote. D'ailleurs, plusieurs personnes ont également mentionné qu'elles sont mécontentes au sujet de certaines personnes élues. En effet, ce concours de popularité se gagne plus facilement si ces personnes ont été présentes bien avant d'autres pour convaincre les autres parlementaires de voter pour elles. Deux femmes ont été élues à la



Restez à l'affut des nouvelles du Forum en nous suivant sur notre compte Instagram!

présidence, dont une élue par défaut. Cette coïncidence remet en cause la définition de la démocratie pour certains. De plus, elle s'appuie sur le fait que ces deux femmes ont été parmi celles qui sont venues en dernière, et par conséquent n'ont pas eu la chance que les autres aient eu de convaincre.

Bien qu'il faille admettre que le gouvernement tente d'encourager le progrès et l'équité grâce à l'inclusion des femmes en les mettant dans des postes comprenant des grandes responsabilités, peu de minorités visibles et de peuples autochtones ont la chance d'être inclus dans ces décisions politiques. Ce comportement est évidemment partagé par le Premier ministre, puisqu'il souhaite apparemment la « gestion des autochtones ». Plusieurs réactions se sont faites entendre, notamment par Louis Godin, chef de la deuxième opposition, qui a évoqué les propositions de Parisée comme étant une « gaffe », et a également manifesté qu'il a l'intention de ne pas « gérer » les peuples autochtones, mais plutôt de les « écouter ». Il souhaite des comités de

rencontre pour comprendre les revendications des premières nations autochtones afin d'avoir leur perspective.

En revanche, il est vrai que le Premier ministre a réarrangé sa bourde d'une manière très professionnelle en disant qu'il spécifiait réellement la « gestion de l'enjeu des autochtones ». Il a également extrêmement amplifié l'inclusion des personnes immigrées dans l'univers du travail, notamment en spécifiant une volonté d'une meilleure reconnaissance des compétences et des diplômes.

Cette volonté et cette proposition concrète n'ont pas été abordées par aucun des partis. Cette sensibilité renforce les valeurs émises par le Gouvernement. Cependant, la manière dont il ne se rappelle pas ce qu'il a dit nuit à la véracité de ces discours. En effet, s'il ne peut pas se rappeler des déclarations qu'il énonce à l'Assemblée nationale des personnes qu'il représente, comment peut-t-il être perçu comme une personne qui a à cœur le bien-être des individus qu'il représente ?

Parallèlement, l'opposition officielle pense que les peuples autochtones sont une « ressource pour les Québécois » et que les Québécois peuvent « bénéficier d'eux (les peuples autochtones) ». En effet, il soutient également un échange entre de meilleures conditions de travail et l'essor de l'économie québécoise.

Ces propositions émises par le député montrent clairement que l'opposition officielle soutient uniquement l'économie québécoise au dépend du bien-être de certains communautés. J'ose espérer que madame la députée essayait de dire qu'elle voudrait maximiser les deux économies, et que ce qu'elle a dit était juste une maladresse. Ils ont comme approche d'inclure la communauté autochtone en les faisant travailler dans les barrages hydroélectriques. En effet, respectivement au gouvernement qui renforce le fait que les barrages portent un danger aux communautés, l'opposition porte comme avis que la raison pour laquelle certains groupes autochtones étaient

opposés était due au fait qu'il n'était pas « inclus ». En effet, ce point de vue du colonialisme contredit leur discours sur la diversité. L'inclusion n'est pas le problème ici, mais la destruction de la culture, de la vie et de l'héritage est ce qui pose souci, selon Heather Hatch, cinéaste haïda. L'histoire du colonialisme se répète encore...



Le mois de juin est le Mois national de l'histoire autochtone.

ÉDITORIAL

Le *Vox Populi* nous rappelle l'importance d'un passage plus vert

Lou Roy - Rédacteur en chef



L'objectif du *Vox Populi* est de promouvoir nos valeurs fondamentales qui sont l'exactitude, l'indépendance, l'esprit critique, l'équité et l'impartialité, ainsi que l'ouverture d'esprit, le respect, l'honnêteté, la pédagogie et finalement offrir aux lecteurs un bon divertissement quant à nos nouvelles. C'est un journal

jeunesse, mais aussi le journal de demain en espérant que l'idéologie concernant la transparence du mouvement parlementaire soit respectée.

Le PM affirme que 4,5 milliards d'hectares de forêt ont été décimés par les feux.

Pour une des rares fois, le gouvernement est principalement axé sur l'écologie. Et pour une des rares fois, le Québec pourrait un peu mieux respirer. Pourtant ce n'a pas été le cas pour plus de 27 000 citoyens qui ont dû évacuer leur domicile en raison des feux ou de la fumée qui étouffe notre province de

plus en plus. L'objectif du gouvernement est de limiter les dégâts qu'engendrent les changements climatiques par le biais de la protection de l'environnement contre les ravages de la société industrielle.

Durant la conférence de presse suivant le discours du Ministre Parisée, le chef de la première opposition avance que les coûts qui sont liés à cet enjeux seront trop coûteux prenant compte qu'il est plus avantageux de se concentrer sur le libéralisme économique que sur la survie de nos terre et nos cher. Au Canada, le coût concernant les dommages reliés aux feux de forêt a été de 3,13 milliards de dollars en 2023.

Il n'est donc pas plus payant de ne pas agir radicalement sur une intervention de l'État à l'urgence que subit la

flore nationale. Et l'urgence est réelle, bien que les mesures soient trop coûteuses, il faut agir avant qu'il ne soit trop tard. Il n'est pas dans l'intérêt collectif d'attendre que le niveau de l'eau fasse disparaître nos patrimoines naturels qui est, et de loin, la plus grande richesse. Cependant les feux de forêt ne sont pas seulement la cause des changements climatiques. Il y a le gel, la sécheresse, l'appauvrissement des terres agricoles et de nos sources d'eau et j'en passe...

Il est primordial pour la survie de notre société que le gouvernement se consacre cœur et âme à l'écologie. Que les noms de ministres comme Mihaela Iluta, Marika Savard, Rosabelle Turgeon, Isadora Moss-Medeiros et surtout celui de Jeremi Boily, soient les vedettes du parlement. Si vous ne les connaissez pas, voilà votre résolution pour 2024.

De son côté, le chef de l'opposition officielle a exprimé son indignation suite au discours d'ouverture du PM. L'une des plus grandes inquiétudes du Parti Conservateur est liée aux coûts des projets du gouvernement. Surtout ceux concernant les enjeux des changements climatiques. Enfin, il est bien mieux de s'occuper de notre jardin d'Eden que du nombril d'Adam et Ève.

